Les répercussions de la pandémie Covid-19 sur l'emploi informel en Algérie

The Impact of the Pandemic Covid-19 On Informal Employement In Algeria

E. D. HASSIBA BENABBO[1]* Pr. ABDELKADER BELARBI[2]
Université de saida
hassiba.benabbou@univ-saida.dz profbelarbi@yahoo.fr
Date de réception : 28/10/2020 Date d'acceptation : 29/12/2020

Résumé :

La propagation de la pandémie du covid-19 qui secoue le monde, et l'Algérie en particulier a eu des conséquences graves sur l'économie nationale. À cela s'ajoutent les événements politico-économiques qu'a connus l'Algérie avant les élections de 2019.

Pour lutter contre ce virus, le gouvernement algérien, a opté pour le confinement de la population, ce qui a sans doute aggravé la situation économique, entrainant une récession sans précédent et une paralysie quasi-totale du secteur économique, provoquant ainsi le déséquilibre quant à l'offre et la demande.

Aussi, le manque de remèdes et les réapparitions des foyers de contamination, même après le déconfinement, dans certains pays, pousse à croire que la situation risque de se pérenniser davantage et touche en premier lieu les travailleurs, en particuliers ceux exerçant des activités informelles et qui ne bénéficient d'aucune protection sociale. Par conséquent, l'économie algérienne demeure tributaire de la durée de cette crise sanitaire et des mesures à prendre pour le déconfinement graduel, annoncé récemment par les autorités algériennes.

Le présent article s'intéresse d'une part à l'impact de la pandémie de la Covid-19 sur l'économie nationale ,plus précisément l'emploi, et de l'autre, aux éventuelles solutions que l'état pourrait envisager dans de pareilles circonstances.

Mots-clés: pandémie – Covid-19 –travail informel – l'économie informelle– l'économie algérienne.

* E.d. HASSIBA.BENABBO ; Auteur correspondant

الملخص:

إن تفشي جائحة كوفيد 19 سبب صدمة غير مسبوقة للاقتصاد الجزائري الذي كان في حالة من عدم اليقين في ظل الاضطرابات السياسية والاجتماعية التي شهدتها الجزائر قبل انتخابات 2019 ومع انتشار الفيروس والتداعيات التي صاحبته من الحجر الصحي الذي فرضتنه الدولة، والانكماش الاقتصادي العالمي وما يرتبط به من تعطل سلاسل العرض والطلب، من المرجح أن يواجه الاقتصاد فترة طويلة من التباطؤ. ستؤثر سلبا على حجم اليد العاملة بصفة عامة واليد العاملة غير الرسمية بصفة خاصة هذه الفئة التي استبعدت من المساعدات المالية والحماية الاجتماعية من طرف الدولة فالأثر الاقتصادي سيعتمد على مدة وشدة الأزمة الصحية، ومدة الإغلاق والطريقة التي يتكشف به الوضع بمجرد رفع الإغلاق. في هذه الورقة سنتطرق الى الاقتصاد الغير الرسمي في الجزائر، ونقيم التأثير المحتمل للصدمة على فئة العمال الغير الرسمين، ونحلل السياسات التي تم الإعلان عنها حتى الآن من قبل الحكومة لتخفيف الصدمة الاقتصادية وطرح مجموعة من توصيات

الكلمات المفتاحية: الوباء؛ كوفيد -19؛ العمل غير الرسمي؛ الاقتصاد غير الرسمي؛ الاقتصاد الجزائري.

Introduction :

Le choc à la fois sanitaire et économique qui frappe actuellement de plein fouet le monde entier, laisse des séquelles pour le moins dévastatrices du point de vue économique. Pour endiguer cette pandémie, la quasi-totalité des gouvernements a opté pour le confinement et mise sur la distanciation sociale, le durcissement des restrictions imposées aux déplacements des populations et la fermeture, souvent totale, des institutions privées et publiques, y compris celles ayant un caractère commercial industriel, entres autres.

Aussi, toutes les activités, qu'elles soient formelles ou informelles demeurent en suspens, ce qui engendre, inéluctablement, une récession sans précédant, qui risque d'ailleurs de se pérenniser. Le taux de chômage en particulier lié aux activités informelles, qui est l'objet de cette humble étude ne cesse de s'accroître. Nous tenterons de voir quel est l'impact réel de la pandémie sur les activités de

l'économie informelle en Algérie, puis les mesures à adopter pour essayer de faire face à cette situation.

Pour cerner les différents facteurs principaux du phénomène de l'activité informelle, il serait judicieux d'identifier la situation socio-économique des personnes liées à cette activité, exerçant en dehors des champs des organisations, en vue de faire un diagnostic, voire un pronostique du phénomène de l'économie informelle en général, en Algérie. Un phénomène qui est actuellement au centre des préoccupations des économistes qui s'intéressent tout particulièrement aux activités insuffisamment institutionnalisées ou en cours de déstitutionnalisation, en milieux urbains.

Il s'agit, en outre, d'analyser l'économie algérienne post-covid-19, son influence sur l'économie informelle et les stratégies politiques adoptées tout récemment pour atténuer la situation et remédier à cette crise et ce, afin d'apporter des éléments de réponse pour clarifier les questions sur les effets de cette pandémie et les possibles issues et opportunités qui nous permettraient de limiter ces impacts.

Aujourd'hui, nous sommes confrontés à des divergences émanant des économistes et des anthropologues, notamment sur la détermination du concept. Ce phénomène n'est pas caractérisé par la modernité, mais son apparition est considérée comme moderne, en particulier avec son introduction officielle par les organismes et institutions internationaux.

L'économie informelle :

Définition de l'économie informelle :

Aujourd'hui, nous sommes confrontés à des divergences émanant des économistes et des anthropologues, notamment sur la détermination du concept. Ce phénomène n'est pas caractérisé par la modernité, mais son apparition est

considérée comme moderne, en particulier avec son introduction officielle par les organismes et institutions internationaux.

Le premier à donner le concept d' « économie informelle » a été l'anthropologue Keith Hart en 1971, qui a analysé le chômage urbain, dans lequel il a constaté que le secteur avait non seulement continué, mais aussi élargi (Keith, 1973, p. 69) .

Le terme économie informelle a été largement accepté après que l'0IT ait systématiquement analysé ces activités, qui estime que ces dernières sont non reconnues, non protégées et dépourvues de réglementation. Les membres du panel ont remarqué que le secteur informel couvre un éventail d'activités oscillant entre les établissements en difficultés et les entreprises rentables (0IT, 2002, p. 04).

La frontière entre l'économie formelle et l'économie parallèle détermine la légitimité ou l'illégalité de ces processus, un groupe de chercheurs considèrent que l'économie parallèle demeure l'activité du secteur privé et le deuxième groupe les considère comme des opérations économiques clandestines, illégales.

Vito Tanzi pense que ces activités concernent **:** « Tous les revenus qui ne sont pas divulgués aux autorités fiscales et qui ne sont pas inclus dans les comptes nationaux (Vito, 1980, pp. 135-427) .

Selon Shneider Friedrish définit ces activités dans ces termes:

« Ce sont toutes les activités génératrices de revenus économiques qui ne sont pas consignées dans les calculs du produit national brut, soit pour les dissimuler délibérément afin d'échapper aux obligations légales liées à la divulgation de ces activités, soit parce que ces activités sont contraires au système juridique qui prévaut dans le pays. » (Shneider & Buehn, 2013, p. 03).

On l'appelle l'économie informelle, l'économie cachée, l'économie parallèle, qui comprend non seulement des activités illégales, mais aussi les formes de revenus qui ne sont pas déclarées et dérivées de la production de biens et de services

légitimes, que ce soit à partir de transactions en espèces ou de transactions effectuées par le système de troc, il comprend toutes les activités économiques qui sont taxées en général comme indiqué et le tableau suivant montre les activités de l'économie informelle.

Type d'activité	Transactions en espèces	Transactions hors caisse
Activités illégales	Commerce de biens volés Trafic de drogue, prostitution, jeu, fraude	Échanges de drogue ou de biens volés
Activités légales	fraude fiscal	Échange de services et de biens légitimes

Le source: Lipperta andwalke. Theunder Ground economy Global evidence of its size and impact vancover.bcthe frazer institute 1997 P 05.

Les raisons de l'économie informelle:

Des études ont montré que les taux de croissance de l'économie parallèle sont plus élevés dans les pays en développement que dans les pays développés, pour plusieurs raisons, notamment :

- ✓ Des systèmes politiques injustes, qui, à leur tour, créent des systèmes économiques et sociaux injustes et qui obligent certains groupes à exercer dans l'économie parallèle (Mahmoud, 2019, p. 10).
- ✓ De faibles niveaux de salaires matériels et moraux qui ne sont pas proportionnels au niveau de vie, ainsi que des systèmes de promotion qui manquent de justice, peuvent encourager les individus qui sont illégalement injustes à dériver, et les amener en effet à se soustraire des emplois formels à des emplois cachés, qui conduisent tous à la fragilité des capacités des individus et le gaspillage de leurs énergies, leur manque de dévouement au travail et la maîtrise de celui-ci, qui affecte négativement la société et l'État (Mahmoud, 2019, p. 18) .

- ✓ L'écart important entre les intrants et les extrants des établissements d'enseignement, c'est-à-dire la demande de travail, dépasse l'offre de travail dans le secteur formel, les forçant à chercher un emploi dans le secteur informel.
- ✓ Le niveau élevé des impôts et la croissance de la charge fiscale, qu'elle soit directe ou indirecte pour augmenter le ratio d'imposition par rapport au produit national, ce qui conduit à la tentative d'éviter les impôts ou de les échapper, et cela a conclu une étude Kaldor sur la réforme fiscale en Inde que l'incitation à échapper à l'impôt, que ce soit en réduisant L'imposition ou la tendance à l'économie informelle, ou l'augmentation artificielle des déductions fiscales dépend des nouveaux taux d'imposition, car ils contrôlent les gains de l'évasion en pourcentage du revenu exonéré d'impôt. (Kaldor, 1959, p. 107).
- ✓ Règlements et restrictions gouvernementaux : l'intervention du gouvernement incite fortement les clients du marché à échapper aux restrictions quantitatives.
- ✓ Le prix imposé par le gouvernement, plus les restrictions et les contrôles rejetés par le gouvernement, plus la motivation de certaines personnes à contourner la réglementation dans le processus de diverses activités qui sont difficiles à contrôler sont une composante importante de l'économie parallèle (Atif, 2005, p. 84).

La corruption :

L'économie informelle et la corruption sont souvent considérées comme les deux faces d'une même pièce ou « comme des jumeaux qui ont besoin l'un de l'autre ou qui se battent les uns contre les autres, ce qui a incité la recherche de sa

relation les uns avec les autres, et cette relation peut varier, elle peut être complémentaire et peut se remplacer l'une l'autre (Axel & Shneider, 2006) .

La Banque mondiale a défini la corruption comme un abus de pouvoir à des fins privées. La corruption se produit généralement lorsqu'un employé accepte, demande, chantage ou corruption pour financer un contrat ou mener un appel d'offres public, comme lorsque des agents ou des intermédiaires d'entreprises privées ou d'entreprises offrent des pots-de-vin pour tirer parti des politiques ou procédures publiques. Pour vaincre les concurrents et faire des profits en dehors des lois, la corruption peut également se produire en exploitant la fonction publique sans recourir à la corruption en nommant des parents et en exploitant directement les fonds de l'État (Banque & Mondial, 2016).

- ✓ **Le chômage :**

Le chômage représente un réservoir du secteur informel. Des analyses ont montré la corrélation entre ces deux entités : « plus le chômage augmente le secteur informel progresse ».

Certains participants à l'économie formelle ne font que chevaucher avec l'économie parallèle uniquement pour arrondir leur fin de mois et conserver leurs prestations sociales. L'analyse scientifique de l'impact du chômage sur la taille de l'économie parallèle montre que l'impact peut être ambigu. Cela peut être le cas, puisque certains des participants à l'économie parallèle peuvent également avoir un emploi officiel ou travailler officiellement à temps partiel juste pour conserver leurs prestations sociales (Shneider & Bajad, 2009) .

Par conséquent, l'argument habituel suit l'idée que le chômage est en corrélation avec l'économie parallèle. Elle peut également être étayée par diverses preuves empiriques formulées qui montrent que si le chômage augmente de 1 %, l'économie parallèle augmentera de 0,32 %. Une telle relation peut s'expliquer par

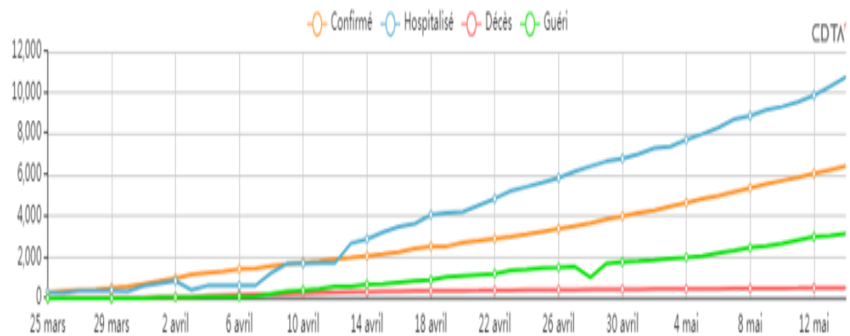
de bas salaires, c'est-à-dire que les gens qui gagnent peu, ont tendance à chercher d'autres moyens de gagner de l'argent, ce qui pourrait être plus facile à atteindre dans l'économie parallèle. Par conséquent, lors de l'analyse des déterminants de l'économie parallèle, l'hypothèse suivante est soulevée: l'augmentation du chômage conduit à une augmentation de la taille de l'économie parallèle (Shneider & Williams, 2016, p. 20) .

2. les effets de la Covid-19 en Algérie :

2.1 La Covid-19 en Algérie :

Le virus appelé Covid-19 fait sa première apparition en Chine, en décembre 2019. Il s'est propagé ensuite très rapidement et a touché, en l'espace de quelques mois, tous les pays du monde. Une crise sanitaire d'une ampleur sans précédant dans l'histoire de l'humanité, provoquant la paralysie totale de l'économie mondiale.

Figure N° 01 : Statistique Sur La Pandémie



Source: centre de développement des technologie avanceés 2019. The 2019 Révision.

L'Algérie a enregistré le premier cas le 25 février 2020 et depuis le nombre de cas ne cesse d'augmenter de façon exponentielle. Le nombre des cas confirmés est de 8997 et celui des personnes décédées a atteint 429 décès. Ces nombres semblent insignifiants par rapport aux autres pays, tels que les Etats-Unis (1746335 cas) l'Espagne (283849 cas), l'Italie (422391 cas), l'Allemagne (202081 cas) ou encore la

France (257689). Cependant, d'après certains experts, il se trouve que la situation risque de se compliquer davantage, car la pandémie en Algérie n'est qu'à ses débuts et il qu'il faudrait s'attendre au pire dans les mois à venir comme le montre le graphe ci-dessous qui indique clairement que la situation devient de plus en plus incontrôlable vu le nombre de personnes contaminées, après deux mois seulement de l'apparition de la pandémie (ministére de la sante, 2019).

2.2 La situation de l'économie informelle face à la pandémie :

Depuis le 25 mars 2020, le gouvernement algérien a annoncé l'arrêt des transports en commun, la fermeture de tous les établissements scolaires et universitaires ainsi que les commerces, les lieux de culte et les espaces publics. Ce qui n'est pas sans conséquences pour l'économie et pour les millions de gens qui se retrouvent du jour au lendemain sans revenus. La fermeture des frontières a eu un impact très important, notamment sur les activités commerciales (marchés publics, magasins, etc.).

Le transport de la matière première a subi lui aussi des restrictions et a provoqué l'arrêt des échanges commerciaux nationaux et internationaux, ce qui a totalement paralysé toute activité économique. Par conséquent, toutes les chaines de distribution se voient à l'arrêt dans tous les secteurs. La consommation est affectée de façon directe, en raison du confinement de ces millions de personnes qui se limitent à des dépenses courantes et essentielles. Ce qui nous mène à dire que si la situation perdure au-delà du mois de mai ? le désastre économique ne serait plus à exclure, d'autant que l'économie informelle dans les « pays du Sud » représente une part non négligeable des activités productrices de biens et de services qui échappent certes à la régulation de l'État, mais qui assure la survie de millions de foyers dont les activités dites informelles sont leur seul et unique

revenu. A cela s'ajoute la baisse du prix du pétrole qui est en chute libre depuis l'apparition de cette pandémie atteignant les 34 $. Ce qui est certain, c'est que cette crise touche l'économie formelle au même titre que l'économie informelle, même après la sortie du confinement et la reprise des activités commerciales.

Bien que le gouvernement ait pris des mesures pour atténuer plus ou moins cette crise économique, ces dernières restent infimes par rapport au taux disproportionnel entre emplois officiels (23,3%), non officiels (2,4) et particuliers (51,3%) Encore que pour les particuliers, ce taux inclut des contractuels, ce qui revient à dire que ces derniers font partie des emplois non officiel et dont l'organisation mondiale du travail nous dira qu'ils étaient les plus touchés par la baisse des salaires à la période pré-covid-19 et demeureraient les plus touchés après le déconfinement (Belarbi, 2018).

L'Algérie compte à peu prés 6 millions de travailleurs informels, lesquels contribuent de façon directe ou indirecte à l'économie nationale et que l'on trouve dans tous les secteurs industrie, construction et même les services qui ne bénéficient, paradoxalement, d'aucune couverture sociale.

Renverser les travailleurs du secteur public formel qui sont payés et assurés socialement. L'autre diapositive se retrouve face à l'inconnu au milieu de cette crise. La demande quotidienne de personnes a diminué. Avec une grande partie des clients potentiels du secteur informel restant à la maison maintenant et se retirant des dépenses inutiles, la survie des unités du secteur informel deviendra une question chaque jour qui passe, en particulier avec la crise sanitaire persistante et les fermetures associées. De nombreuses entreprises du secteur informel seront contraintes de fermer.

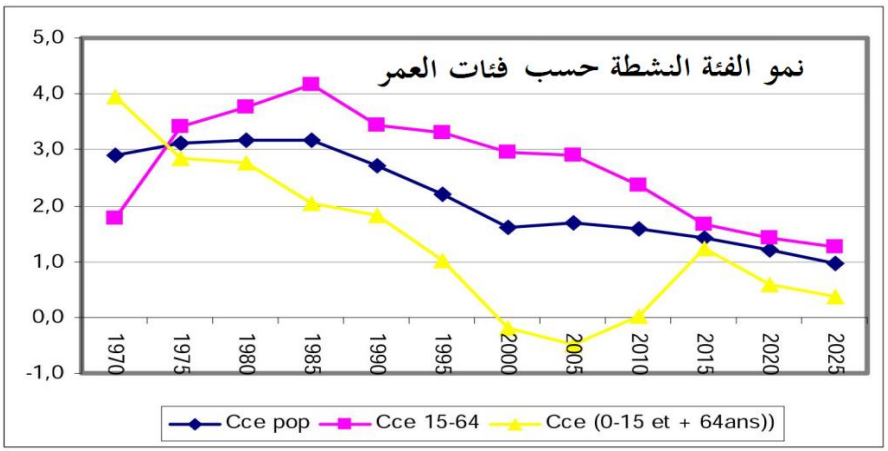
L'épidémie a fermé des centaines d'entreprises dans différents secteurs, en plus de l'immobilisation de centaines de milliers de travailleurs indépendants qui sont classés comme travailleurs qualifiés et in actifs. »

Dans une étude réalisée par le Conseil, allez de l'avant avec le premier ministre, le nombre de demandeurs d'emploi est estimé entre 100 000 et 150 000 depuis le début de la crise épidémique, qu'ils occupent des postes directs ou indirects ou des postes temporaires. »

Le gouvernement algérien n'a pas publié de chiffres périodiques sur l'évolution des taux de chômage pour l'année 2020, puisque les derniers chiffres officiels sont pour lafin2019.

Selon les statistiques publiées par le Bureau algérien de la statistique, le chômage s'est stabilisé fin 2019 à 12,5%, soit environ 2,5 millions de personnes, tandis que le nombre de personnes qui ont atteint l'âge de travailler et qui sont disponibles sur le marché du travail, qu'elles soient actives ou au chômage, en décembre 2019. L'année dernière, à environ 12,2 millions de personnes, contre 11,932 millions au début de l'année.

Figure N° 02 : Croissance Des Catégories actives



Source: world Population Prospect, Nations Unies 2002. The 2012 Revision.

Le nombre de travailleurs algériens était de 10 millions à la même date, dont plus de 8 millions d'hommes, soit 81,1% et plus de 2 millions de femmes, soit18,9%.

La pandémie de covid -19 a paralysé l'économie algérienne en difficulté en raison de la baisse continue des recettes pétrolières, qui représentent plus de 92 % des recettes financières du pays, les exportations de pétrole ayant chuté de 25 % au premier trimestre de l'année par rapport à la même période l'an dernier. Le Fonds monétaire international s'attend à ce que l'économie algérienne diminue de 5,2% cette année, en plus de la hausse du déficit financier du pays à 20% du PIB, et le gouvernement a réduit ses dépenses de moitié le mois dernier, mais promis qu'il n'affectera pas le système de soutien global qui couvre l'alimentation, l'énergie et le logement.

Les décideurs doivent être prêts à intensifier les réponses à mesure que les événements se déroulent pour réduire l'impact du choc sur les secteurs formel et informel et ouvrir la voie à la reprise de l'économie informelle. Parmi les groupes les plus vulnérables du marché du travail, environ 1,6 milliard de travailleurs dans l'économie informelle dans le monde Ils sont fortement affectés par l'arrêt et ou les procédures de travail dans les secteurs les plus concernés. On estime que le premier mois de la crise entraînera une baisse de 60% des revenus des travailleurs informels dans le monde. Selon l'Organisation internationale du travail, la baisse attendue est la plus importante en Afrique et en Amérique latine (colin & Avesegul, 2020).

L'État algérien a pris plusieurs solutions, comme tous les autres pays, pour aider les industriels et les commerçants qui ont enregistré des pertes en raison de la pandémie de Corona, ainsi que toutes les personnes dont les moyens de subsistance ont été perdus en raison de cette pandémie, comme le Président de la

République Abdelmadjid Tabboune a émis une instruction de procéder à un 'vrai décompte' des personnes touchées et parmi les mesures Aide approuvée, aide financière pour chaque chômeur, estimée à 10 000 dinars .

Le Ministre algérien des Finances a également annoncé plusieurs mesures visant à faciliter la taxation des institutions informelles pour rejoindre ces institutions, le secteur formel, en plus d'octroyer des prêts aux personnes touchées par cette pandémie.

Conclusion :

Le Covid-19 représente un défi majeur en Algérie. La situation économique demeure instable, en particulier avec la baisse des prix des carburants, la dépendance de l'économie à l'égard du travail informel, les fermetures de toutes les activités commerciales et d'autres mesures d'exclusion sociale seront, à coups sûrs, très destructrices. Le gouvernement algérien a réalisé l'importance d'intégrer le secteur informel, d'améliorer le secteur de la santé et de prendre soin du pouvoir des jeunes et des associations caritatives qui ont prouvé leur capacité à répondre à cette pandémie.

En guise de conclusion, nous pouvons dire que cette crise, imprévisible, nous a révélé la vulnérabilité économique de l'Algérie, mais aussi de la plus part des pays du monde, même ceux dits développés. Excepté quelques uns, qui ont su, par le biais des mesures prises à temps, réduire les préjudices économiques. L'État algérien est appelé d'ores et déjà à investir davantage dans les secteurs prioritaires tels que la santé, l'hygiène, les énergies renouvelables ou l'agriculture pour pouvoir prévoir tels phénomènes et faire face aux éventuelles crises de ce genre. Ce qui serait absurde, par ailleurs, c'est qu'on continue à dépenser des milliards pour faire survivre les entreprises, alors qu'on en dépense très peu dans la recherche dans

vaccin, surtout dans l'absence de mécanisme de contrôle (tests, masques) pour poursuivre la stratégie du confinement.

La récession historique, « volontaire » ou pas (attali, 2020), devrait servir de leçon et nous invite à s'y préparer sérieusement. Sauver l'économie nécessite une situation de marche forcée, de toutes les équipes de recherche, pour trouver un remède, en réorientant leur champ d'investigation vers le Covid-19.

Bibliographie :

1. Atif. W. A (2005), *Shadow Economy: Concepts, Ingredients, Reasons,* Alexandrie, University Youth Foundation .
2. attali, j (2020), *l'économie de la vie* . paris , fayard.
3. Axel. D & Shneider. F (2006),Corruption and the shadow economy an empirical analysis, *CESIF0* .
4. Banque Mondial (2016),*La Lutte mondial contre la corruption.*
5. Belarbi. A (2018), " Analyse statistique et modélisation du marché de l'emploi, *Dafatir iktissadia* .n13
6. colin. W & Avesegul. K (2020), covid-19 et travail non déclaré, impacts et réponses politiques en Europe. *The service industries journal* .
7. Kaldor. N (1959), tax reform in india,economic, *weekly annual.* 15(02).98-195
8. Keith.H (1973), Informal Income Opportunities and urban employement in Ghana, *Modern African Studies.*
9. Mahmoud. R (2019), shadow *Economy Mafia and banks of ashur*,alexandria, university education house.
10. Ministére de la sante (2019, mai), *pandemie du corona virus 2019 covid19 algérie*. Récupéré sur covid19 https://www.covid.cdta.dz
11. OIT (2002), *Travail décent et économie informelle,* Géneve.

12. Shneider. F & Bajad. C (2009), unemployement and shadow economy in the OECD, *revue economique , 60-122.*

13. Shneider. F & Buehn. A (2013). Estimation The size of the Shadow economy Method,Prblem and open question ,*CESIF0.*

14. Shneider. F& Williams. C (2016), *measuring the global shadaw economy, william,*prat house Northampton.

15. Vito. T (1980), The Underground economy in the united statesestimation and implication, *Banque d'emploi nationale* . 135-427.